

Monsieur le Ministre,

A l'issue d'une rencontre d'une centaine d'acteurs des sociétés civiles française, suisse et bosnienne à Lyon les 28 et 29 mars derniers, et à l'occasion du voyage que vous prévoyez les 8 et 9 avril prochains, nous nous réjouissons que l'Union européenne s'apprête à donner un nouveau souffle à son engagement en Bosnie-Herzégovine et souhaitons soutenir cette initiative en partageant avec vous nos préoccupations et vous adressant nos propositions.

La situation ne cesse de se dégrader en Bosnie-Herzégovine. Si les accords de Dayton ont mis fin à la guerre, ils empêchent l'édification d'un Etat viable et démocratique et favorisent aujourd'hui une dynamique de morcellement du pays dans tous les domaines. La fragmentation ethno-nationale et la cléricatisation forcée de la société détruisent les fondements d'un Etat multi-ethnique. 90% des municipalités sont aujourd'hui quasiment mono-ethniques. Parmi les survivants de l'épuration ethnique revenus chez eux, moins d'1% trouvent du travail. Dès leur plus jeune âge, les enfants sont soumis à une ségrégation scolaire qui empêche toute expérience partagée. L'absence de perspectives fait progressivement perdre à la jeunesse ses espoirs.

La communauté internationale, et en particulier l'Union européenne, a des pouvoirs réels en Bosnie-Herzégovine. Elle a une obligation politique de dépasser les lignes de fractures tracées par les violences de la guerre entretenues depuis la fin du conflit et de contribuer à construire un Etat uni dans la diversité, à l'image même des aspirations de l'Union européenne. Nous comptons sur la Troïka européenne pour qu'elle élabore, à l'issue de son voyage, un plan permettant d'atteindre ces objectifs et comprenant les points suivants :

- Renforcer la notion de citoyenneté dans le préambule de la Constitution de la Bosnie-Herzégovine ;
- S'assurer auprès des Etats membres de l'Union européenne qu'ils accordent leur plein soutien au nouveau Haut Représentant ;
- Etablir un dialogue permanent entre le Haut Représentant et les acteurs de la société civile bosnienne, afin que celle-ci soit considérée comme un interlocuteur incontournable de la communauté internationale ;
- Elaborer un programme scolaire commun et fédérateur en Bosnie-Herzégovine qui fasse une large place aux thèmes citoyens et non communautaristes ;
- Signer très rapidement un accord de libéralisation du régime des visas pour les citoyens bosniens (y compris pour les jeunes et les étudiants).

Paris, le 3 avril 2009

Associations signataires :

Association Paris-Sarajevo-Europe
Association Sarajevo
Comité catholique contre la faim et pour
le développement
Comité Kosovo
Dessine-moi un sourire
Drugi Most
Enfants Europe Bosnie

Forum grenoblois pour la Démocratie
dans les Balkans
Les Pyrénées pour que vive Sarajevo
Maison de l'Europe d'Albertville et de la
Savoie
Mir Sada
Solidarité Bosnie